



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

29 mars 2006
Supplément à
CPS n°101 bis

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Pour le retrait définitif et complet du CPE, une question centrale à régler : celle du pouvoir.

Le combat pour la grève générale et la manifestation à l'Assemblée nationale implique de dégager une issue politique.

N'en déplaise à tous ceux qui veulent préserver Chirac jusqu'en 2007, la jeunesse et les travailleurs doivent et peuvent imposer le

**FRONT UNIQUE POUR CHASSER CHIRAC,
IMMÉDIATEMENT,
POUR CHASSER CHIRAC, VILLEPIN et SARKOZY SANS ATTENDRE 2007 !**

LA JEUNESSE AFFIRME SA VOLONTÉ DE CHASSER CHIRAC, VILLEPIN ET SARKOZY

Avant même la fin des gigantesques manifestations du 28 mars, alors que trois millions d'étudiants de lycéens et de travailleurs exigeaient dans la rue le retrait pur et simple du CPE, le refus de tout aménagement de toute négociation du CPE, les manœuvres se sont multipliées pour préserver Chirac et son gouvernement : appels lancés à Chirac pour qu'il ne promulgue pas le CPE, ou qu'il le suspende, ou qu'il le renvoie à l'Assemblée pour discussion... par la « majorité » UMP-UDF. Tous ces appels ont une même fonction : redonner un rôle à Chirac, le légitimer, le préserver jusqu'en 2007. Et tous ces appels visent à protéger Chirac en faisant obstacle à la volonté qui est exprimée de plus en plus fortement par les étudiants les lycéens, les travailleurs: l'exigence du départ immédiat de Chirac, de son gouvernement, de sa « majorité » UMP-UDF à l'Assemblée. C'est le sens des mots d'ordre répétés avec force dans les manifestations : « *Grève générale ! À bas le CPE ! À bas le gouvernement* », ou encore : « *Chirac, Villepin, Sarkozy, mêmes racailles ! Une seule solution, qu'ils s'en aillent !* ». Et c'est le sens de motions adoptées par différentes assemblées générales, dont celle de Lyon du 28 mars qui demande « *aux syndicats d'organiser la manifestation centrale à Paris pour chasser Chirac, son gouvernement, sa majorité* »

LA JEUNESSE ET LES TRAVAILLEURS IMPOSENT L'UNITÉ POUR LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DU CPE.

Dès le 16 janvier, aussitôt l'annonce faite par Villepin de son projet de CPE, toutes les organisations de jeunesse se sont prononcées pour le retrait du CPE, et toutes les confédérations syndicales ont dû faire de même.

Ce ne fut pas de gaieté de cœur (faut-il rappeler qu'à la fin de l'année 2005, ils avaient « négocié » le « contrat seniors » pour les chômeurs qui, après le CNE, est une nouvelle mise en cause du CDI ?). Mais la volonté profonde de la jeunesse et des travailleurs de combattre la politique de Chirac le leur a interdit. Et le fait qu'ils n'aient pu négocier après le 16 janvier fut un point d'appui pour la mobilisation.

DE JANVIER À MARS, LA MOBILISATION S'EST RENFORCÉE MALGRÉ LES OBSTACLES.

Le deuxième fait majeur, c'est que la volonté de combat a, depuis deux mois, surmonté plusieurs obstacles. Ainsi le gouvernement avait prévu d'agir avec la plus grande rapidité, avec un vote de la loi pendant les vacances scolaires de février. Toute la politique des appareils syndicaux a consisté alors à freiner la mobilisation. Le CPE ayant été annoncé le 16 janvier, ils n'ont appelé à une première action que pour le 7 février alors que venaient de commencer les vacances scolaires dans la région parisienne. Puis ils ont attendu le 7 mars, une fois la loi votée, pour que soit organisée une seconde journée nationale d'action. Bien évidemment, ils ont refusé toute manifestation centrale à l'Assemblée nationale, toute grève générale, tout combat explicitement dirigé contre le gouvernement.

Mais contrairement aux espoirs du gouvernement, aux calculs des bureaucrates syndicaux et aux pronostics de tous ceux qui font profession d'être optimistes au compte de la bourgeoisie, la mobilisation est passée par-dessus le vote

de la loi, par-dessus les vacances scolaires ; et elle recherche le combat centralisé contre le gouvernement.

AUJOURD'HUI, LA VOLONTÉ DE CHASSER LE GOUVERNEMENT EST EXPLICITE.

Troisième fait marquant : très vite la question du gouvernement est devenue une question exprimée clairement dans nombre de manifestations et assemblées générales. Ceci est une profonde différence avec la mobilisation du printemps 2003. Dès le début, Marie Georges Buffet et François Hollande se sont dressés contre cette volonté. Lors d'une rencontre le 8 février, F. Hollande expliqua publiquement : « *je ne connais pas de meilleur moyen de battre la droite que les élections* », et MG Buffet répondit : « *Personne ne pense le contraire* ». En clair : la mobilisation ne doit pas menacer le gouvernement ; il faudrait attendre 2007.

Puis, contre les assemblées générales qui formulaient plus clairement encore l'exigence du combat contre le gouvernement, Marie Georges Buffet expliquait publiquement le 16 mars : « *la démission de Villepin ce n'est pas ce que demandent les jeunes aujourd'hui. Démissionner pour mettre Sarkozy Breton ou Borloo, à la place que je n'en vois pas la nécessité* ». Mais MG Buffet se moque du monde : car elle sait parfaitement que le moyen le plus simple d'interdire à Chirac de désigner un nouveau sous-fifre, c'est de commencer par exiger le départ de Chirac. C'est pour cette raison que nombre de manifestants et plusieurs Assemblées générales mettaient en cause non seulement Villepin et Sarkozy mais également et d'abord Chirac.

La coordination nationale étudiante du 26 mars a dû faire écho à cette exigence. Elle l'a fait dans les termes suivants : « *le gouvernement devra partir avec le retrait du CPE* ». Cette formulation est ambiguë : elle ne formule pas l'exigence claire de chasser Chirac ; il n'en demeure pas moins qu'elle a été immédiatement perçue comme dangereuse par les bureaucrates syndicaux, François Hollande et Marie Georges Buffet. De même que Bruno Julliard, responsable de l'UNEF, ils se sont immédiatement désolidarisés de cette déclaration. Mais lors des manifestations du 28 mars, on a entendu de nouveaux l'exigence du départ de Chirac Villepin et Sarkozy, ainsi que le slogan : « *une seule solution : Chirac en prison ! Villepin démission !* ».

À BAS LES APPELS EN DIRECTION DE CHIRAC ! DIRIGEANTS, APPELEZ A LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR CHASSER CHIRAC !

Le 24 mars, les responsables des confédérations ouvrières ont accepté de rencontrer Villepin tout en ayant entendu les déclarations de Chirac qui, une fois encore, refusait de retirer le CPE. Mais le lendemain, les responsables de l'UNEF, de la FIDL et de l'UNL se voyaient obligés de boycotter la rencontre prévue avec Villepin. Et le 28 mars, du fait de l'ampleur des manifestations, les dirigeants syndicaux ont été dans l'obligation d'annoncer qu'ils refusaient la rencontre prévue par Villepin le 29 mars.

Mais ils ne veulent pas mettre en danger le gouvernement. Alors, ils espèrent que le conseil constitutionnel censurera la loi pour « sauver » le gouvernement. Alors, ils appellent à une nouvelle journée d'action le 4 mars au lieu d'appeler à la manifestation centrale à l'assemblée nationale, à la grève générale. Alors, ils en appellent à Chirac, et invitent les travailleurs à s'adresser à « *tous les parlementaires* » (donc ceux de l'UMP !) ...pour qu'ils retirent le CPE et que s'engagent de « bonnes » négociations ! A l'inverse, au lieu de légitimer Chirac et l'UMP, la responsabilité des dirigeants des organisations syndicales est de répondre à l'exigence de la jeunesse et des travailleurs : en finir avec le CPE, en finir avec cette politique, en finir avec Chirac et son gouvernement.

Ceci implique l'appel à la grève générale et à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale. Mais une grève générale sur quel axe politique ? Mais une manifestation centrale à Paris sur quelles perspectives politiques ? Quasi-toutes les organisations se taisent sur cette question ; or, le combat pour imposer le retrait du CPE et l'abrogation de la loi pour l'égalité des chances, est indissociable du combat contre Chirac et son gouvernement.

C'est l'orientation immédiate, claire, que proposent les militants qui combattent pour le socialisme.

A ceux qui disent : « *on ne peut chasser Chirac car il n'y a pas d'alternative* », nous répondons : les travailleurs, par leur vote en 2004, ont indiqué qu'une alternative existe : un gouvernement des seuls PS et PCF sans Chirac, sans ministre représentant des organisations bourgeoises.

A ceux qui disent : « *mais ils nous ont déjà trahi dans le passé ; comment imposer qu'ils satisfassent nos revendications ?* » Nous répondons : par la mobilisation d'abord et, fondamentalement, en construisant un parti révolutionnaire.

Mais la construction d'un tel parti passe par le combat pour la réalisation de l'unité de tous les travailleurs, de toutes les organisations ouvrières, contre le gouvernement, contre la bourgeoisie.